



Vers une Nouvelle Culture de la Santé Urbaine Biodiversité et nature urbaine Investir dans un avenir plus sain

Date : 23 avril 2025, 16h-17h

oOo

L'association INTA a décidé de mettre l'accent sur la **culture de la santé urbaine** pour les deux années 2025/2026 et d'attirer l'attention de la communauté des professionnels œuvrant dans le domaine des projets urbains. Le plan d'action adopté pour atteindre cet objectif comprend l'organisation d'une série de trois conférences sur la culture de la santé urbaine.

La première conférence, sur le thème « *Qu'est-ce que la culture de la santé urbaine ?* », a réuni Christer Larsson, ancien directeur de l'urbanisme à Malmö, et John Pløger, professeur émérite aux universités de Kristiansand et d'Oslo, et spécialiste de sociologie urbaine.

La deuxième conférence, le 20 mars 2025, de 16h00 à 17h00, portait sur le thème « *La santé mentale des villes, la solitude et l'environnement urbain* ». Deux intervenants : Étienne Lhomet, directeur de DVDH, cabinet de conseil français spécialisé dans la mobilité durable, et Léa Portier, associée et Tamara Yazigi chez Recipro-cité, société française spécialisée dans la conception et la mise en œuvre de projets de colocation.

Cette troisième conférence porte sur le thème « *Biodiversité et nature urbaine, investir dans un avenir plus sain* ». Nous avons invité deux conférenciers :

- **Thomas Randrup**, professeur à la SLU (Université suédoise des sciences agricoles), Suède.
- **Karin Krasig Peschardt**, architecte paysagiste titulaire d'un doctorat, en charge du développement biostratégique à Holbæk, une ville de taille moyenne du nord de la Zélande, au Danemark.

oOo

Introduction et présentation des deux intervenants par **Helle Juul, Présidente de l'INTA**

Maintenant que la plupart des participants inscrits sont ici, j'aimerais souhaiter la bienvenue à tout le monde – anciens, nouveaux et membres potentiels de l'INTA – alors que nous entamons la troisième conférence de notre série en trois parties.

La **stratégie de l'INTA pour 2024-2026**, se concentre sur la **culture de la santé urbaine**, en particulier sur l'impact de l'environnement physique sur notre bien-être physique, mental et social. Nous nous efforçons d'adopter un **nouvel état d'esprit transformateur** en matière de santé d'un point de vue holistique.

Nous travaillons sous plusieurs angles pour développer ce thème. *Jacques Gally* de France est en charge des newsletters et du site web. Sur notre plateforme LinkedIn, vous trouverez des informations régulières sur des villes qui développent de nouvelles stratégies en matière de santé.

Nous avons également cartographié nos membres à l'échelle mondiale - nous avons maintenant une image complète de l'endroit où l'INTA est actif, et nous espérons accroître encore plus notre présence mondiale.

Parallèlement à ces conférences, nous produisons des rapports. Un rapport sera publié sur le site de l'INTA, un sur Venise, et très prochainement, *Christer Larsson* sera interviewée par *Mathias*. Cette entrevue donnera également lieu à un rapport et sera disponible sur notre site Web. Ces rapports mettront en évidence la manière dont différentes villes abordent la santé et les stratégies connexes.

Il s'agit essentiellement de créer des panels, d'accompagner les villes et les entreprises dans leur planification et d'explorer **des approches innovantes** en matière de santé au sens large.

Nous abordons la façon dont les choses se passaient avant la pandémie, tout en travaillant sur une nouvelle stratégie inspirée d'un projet de recherche mené par notre entreprise, JUUL | FROST ARKITEKTER. Nous essayons à nouveau, pour l'INTA une stratégie qui, je le pense, a bien fonctionné.

Et je suis vraiment impatiente d'entendre les deux conférenciers d'aujourd'hui, sur un défi auquel nous sommes confrontés en tant que société. **La biodiversité et la nature sont vitales** – elles influencent notre façon de vivre et de nous sentir. Nous en savons beaucoup sur les impacts positifs de la nature sur le bien-être, mais nous pouvons encore progresser sur la façon dont ces connaissances se traduisent par des actions.

Je vais maintenant céder la parole à *Thomas*, qui donnera le coup d'envoi de cette séance d'une heure.

Thomas B. Randrup



INTA
Urban Health Culture of the Future

Biodiversity and Urban Nature - Investment in a Healthy Future

Thomas B. Randrup



Je m'appelle **Thomas Randrup**, je suis professeur à l'Université suédoise des sciences agricoles. J'ai précédemment occupé le même poste à l'Université de Copenhague. Mon travail s'est concentré sur **la gouvernance et la gestion des espaces verts**, et j'ai participé à un certain nombre de projets de recherche connexes.

Aujourd'hui, je souhaite proposer une perspective plus large, structurée autour de deux thèmes clés :

1. Tout d'abord, je parlerai des nombreux **programmes et attentes** liés aux espaces verts urbains, en particulier en ce qui concerne **la multifonctionnalité**. Ce concept permet de mettre l'accent sur la valeur, la pertinence et le rôle général des espaces verts pour répondre à divers besoins sociétaux.
2. Ensuite, je me concentrerai sur **les défis de gouvernance et de gestion**, en particulier ceux qui émergent lorsque nous associons les espaces verts à la santé et au bien-être. Je vais essayer de clarifier ce lien, et j'espère que vous le trouverez intéressant, surtout de vos différents points de vue.

Comme nous l'avons mentionné précédemment, il existe maintenant un lien bien établi entre les espaces verts et la santé humaine.

En 2010, nous avons mené une étude représentative à l'échelle nationale, en interrogeant plus de **15 000 personnes**, en collaboration avec l'**agence nationale de la santé**. Nous avons inclus des questions sur **la distance à laquelle les gens vivent des espaces verts**, et nous avons constaté que :

Si quelqu'un vit à plus de **300 mètres** des espaces verts, il est beaucoup moins susceptible de les utiliser – souvent seulement une fois par semaine, généralement pendant le week-end.

Ce n'était pas la première étude à le montrer, mais elle confirme ce qui est maintenant largement reconnu.

J'ai ensuite exploré une base de données de recherche – **Scopus** – pour rechercher des mots-clés en lien avec nos thématiques : *santé humaine, îlots de chaleur, biodiversité, gestion des eaux pluviales*. Depuis **l'an 2000**, il n'y a pas eu seulement une augmentation, mais une **augmentation spectaculaire** du nombre d'articles publiés reliant ces questions aux **contextes urbains**.

Vous n'avez pas besoin de voir tous les détails dans la diapositive, mais notez simplement la tendance : depuis 2000, le terme « urbain » est de plus en plus associé à un large éventail de questions.

Le message clé ici est que la **majorité de la population mondiale vit désormais dans des zones urbaines** et qu'au cours des 25 dernières années, les villes sont devenues centrales dans la recherche, les politiques et les attentes.

Mais il ne s'agit pas seulement d'avoir des espaces verts dans les villes. La recherche a également montré que **la biodiversité** - le sujet de la séance d'aujourd'hui - est extrêmement importante. Cela nous ramène à l'idée de multifonctionnalité : il ne s'agit pas seulement de la quantité de verdure, mais aussi de **la qualité** – avoir les *bons types* et *combinaisons* de végétation.

Lorsque la **composition est correcte**, nous pouvons observer des avantages tels que des **effets de refroidissement urbain**. Il s'agit donc des espèces, de la façon dont elles sont combinées et de l'équilibre écologique.

En bref → Les espaces verts suscitent des **attentes élevées**. → Ce qui compte, c'est l'endroit où ils se trouvent, combien ils sont, comment ils sont connectés et quelle est leur taille. → Mais en fin de compte, la question clé est : **fonctionnent-ils bien ?**
Et c'est une question qualitative, à laquelle il n'est pas facile de répondre – cela dépend de vos objectifs et de votre point de vue.

Dans la plupart des cas, lorsque nous parlons d'**espaces verts urbains**, nous avons affaire à un équilibre complexe entre **l'adaptation au changement climatique, la gestion de l'eau, la conservation de la biodiversité et la santé et le bien-être humains**. Il s'agit actuellement des *trois principaux programmes* qui encadrent les attentes en matière de planification et de gestion des espaces verts.

Du **point de vue de la gouvernance et de la gestion**, la question clé est la suivante : quels sont les défis à relever pour promouvoir des espaces verts qui répondent à tous ces objectifs multifonctionnels ?

Permettez-moi de vous parler de quelques études que nous avons menées.

L'une d'entre elles était une **étude nordique**, financée par une agence nationale suédoise pour le compte du **Conseil nordique des ministres**. L'objectif était d'évaluer **l'état et les défis**

auxquels sont confrontés les gestionnaires d'espaces verts dans la région nordique. Nous nous sommes concentrés sur les **trois plus grandes villes** de chacun des cinq pays nordiques, à l'exclusion des capitales. Cela nous a donné un éventail de cas, allant de grandes villes comme Göteborg à des villes beaucoup plus petites d'Islande.

Nous avons demandé aux managers : quel est le plus grand défi auquel vous êtes confrontés aujourd'hui ?

Quel que soit l'emplacement ou la taille de la ville, le **problème numéro un** cité était **la densification**, c'est-à-dire la densification urbaine comme une pression sur les espaces verts.

Nous avons ensuite cherché à savoir ce qu'ils voulaient vraiment dire par là.

Imaginez un aménagement de ville où :

- Le **point jaune** est le centre-ville,
- La **zone bleue** est l'eau (mer ou rivière),
- L'**anneau vert clair** représente la frange urbaine.

La densification, ont-ils expliqué, se produit généralement dans les **centres-villes** – anciens sites industriels, zones portuaires ou zones adjacentes à l'infrastructure ferroviaire. Ces zones se transforment, se développent et s'urbanisent rapidement. En conséquence, **les ressources sont fortement concentrées dans le centre-ville**, tandis que **moins d'investissements** sont dirigés vers la périphérie urbaine.

Il est intéressant de noter que ce déséquilibre joue parfois en faveur de la biodiversité : moins de tonte de pelouse, de taille de haie et de microgestion en périphérie urbaine signifie que des **espaces plus sauvages** peuvent émerger – et que la biodiversité augmente. Mais bien sûr, ce n'est pas aussi simple que de ne rien faire. Il s'agit plus d'une **tendance** que d'une stratégie délibérée.

En revanche, les espaces verts du centre-ville sont :

- Petits
- Plus fragmentés,
- Plus **programmés** (par exemple, aires de jeux, arbres décoratifs),
- Et généralement **moins vert** au sens naturel du terme.

Cela signifie **plus de travail** pour les gestionnaires d'espaces verts, mais sans nécessairement améliorer les **résultats en matière de santé et de bien-être**.

Permettez-moi de vous montrer un exemple de **Malmö**, en Suède. L'ancien front de mer comprend aujourd'hui des développements privés, avec de minuscules espaces verts et de petites places gérées par la ville. Ceux-ci sont typiques des **espaces urbains fragmentés et semi-verts que nous voyons aujourd'hui** – ils apportent quelque chose, mais leur impact sur la santé est limité.

Une autre étude s'est penchée sur les **structures organisationnelles** qui sous-tendent la planification et la gestion des espaces verts.

Ces organismes opèrent à **trois niveaux** :

1. **Au niveau politique** : où les visions et les priorités politiques sont fixées.
2. **Niveau tactique** : où les planificateurs et les gestionnaires de service définissent des stratégies.
3. **Niveau opérationnel** : où la mise en œuvre sur le terrain a lieu.

Ce que nous avons observé :

- Les départements fonctionnent en **silos**. Par exemple, une équipe gère les parcs, une autre s'occupe de la verdure en bordure de route, une autre s'occupe des infrastructures vertes liées aux eaux pluviales.
- Il y a souvent plus de **10 unités différentes**, avec des budgets, des mandats et des priorités distincts - toutes gérant différents types d'espaces verts.

Cela conduit à :

- **Une faible coordination horizontale** (entre les ministères),
- **Un faible alignement vertical** (entre la politique, la planification et l'exécution).

Par exemple, les politiques peuvent promouvoir des stratégies de santé verte, mais les équipes opérationnelles poursuivent leurs routines sans référence à ces objectifs. Il est clair qu'il est nécessaire d'**améliorer l'alignement**, le **dialogue** et la **circulation des connaissances** du sol vers le sommet et vice versa.

L'une de mes doctorantes, **Anna Solny**, a analysé des **plans d'urbanisme complets** dans toute la région nordique. Elle a constaté que presque toutes les villes prétendent vouloir être «vertes» et «saines». Cependant, ces ambitions sont généralement exprimées en termes vagues – sans :

- Des objectifs géographiques concrets,
- Calendriers,
- Ou des instructions pratiques pour les planificateurs.

Sans surprise, la plupart des planificateurs et des gestionnaires ont admis qu'**ils ne savent pas** ce que dit le plan complet – ou qu'**ils ne le trouvent pas utile** dans la prise de décision quotidienne.

Cela met en évidence l'écart entre la politique sur papier et la politique en vigueur.

À retenir : les villes devraient encourager **un langage plus concret et plus directif** dans les cadres de planification, en particulier si nous voulons soutenir des résultats en matière de santé verte.

Relier cela à la vision actuelle de l'INTA **de la culture de la santé urbaine** – je pense que c'est excellent. En ce qui concerne vos cinq piliers, il est fortement nécessaire de :

- Renforcer l'intégration de la santé dans l'urbanisme,
- Promouvoir la santé environnementale,
- Exploiter les données et la technologie,

- Renforcer les capacités et le partage des connaissances,
- Plaider en faveur d'un changement de politique efficace.

Tous ces éléments sont absolument essentiels.

J'aimerais terminer par cette dernière diapositive — elle semble complexe, mais elle résume les défis du point de **vue de la gouvernance**, en particulier en ce qui concerne **la gestion des eaux pluviales** dans les zones urbaines.

L'une des questions que nous nous sommes posées était la suivante :

« Si nous savons comment créer des toits verts, des rigoles biologiques, des parcs, pourquoi ne les voyons-nous pas partout ? »

Les **connaissances techniques existent**. Les urbanistes savent comment les mettre en œuvre. Il ne s'agit pas de compétence, mais plutôt de :

- **Au niveau politique** : il n'y a souvent **aucun mandat légal** pour exiger des infrastructures vertes.
- **Niveau tactique** : les stratégies peuvent être vagues, fragmentées ou mal hiérarchisées.
- **Niveau opérationnel** : les pratiques se tournent souvent vers ce qui leur est familier, plutôt que d'adopter des approches novatrices ou intégrées.

Encore une fois, un meilleur **alignement entre les niveaux et un engagement législatif et politique plus fort** sont nécessaires si nous voulons intensifier les interventions vertes dans nos villes.

En fin de compte, c'est aux **politiciens de la ville** de décider *quoi, où et comment* les actions sont mises en œuvre. La **loi européenne de 2024 sur la restauration de la nature est un développement récent qui mérite d'être noté**, c'est la première fois que l'UE émet un **mandat juridique** exigeant une **surveillance au niveau local** du développement des espaces verts. C'est une étape importante : elle implique que la création et la préservation des espaces verts ne sont plus facultatives.

Mais la réalité est complexe. Il y a souvent un **leadership et une responsabilité déséquilibrés**, principalement en raison de **structures politiques cloisonnées**. Les politiciens ont des agendas et des priorités différents, ce qui rend difficile l'établissement de politiques claires et cohérentes.

Nous observons également un **manque général de financement** et, plus important encore, un **manque de preuves solides** démontrant l'efficacité des espaces verts, par exemple en matière de santé. Oui, nous savons que le fait de vivre à moins **de 300 mètres** d'un espace vert augmente l'utilisation, mais *qu'est-ce que cela signifie vraiment* en termes de résultats en matière de santé ou de planification budgétaire ? Les preuves sont encore incomplètes, ce qui affaiblit les arguments d'investissement.

Au niveau tactique, c'est-à-dire là où les plans et les priorités sont élaborés, nous voyons les défis suivants :

- Il y a **trop de choses à faire** et des conseils peu clairs sur *ce qu'il faut prioriser*.
- De nombreux professionnels disent : *nous essayons de tout faire*, en espérant que les espaces verts soutiendront indirectement la santé.
- Mais il y a aussi un manque de personnel et de temps.
- Et **les capacités institutionnelles** sont limitées : savons-nous vraiment *concevoir* des espaces verts multifonctionnels ? Quelle fonction devrait venir en premier – la biodiversité, les loisirs, l'adaptation au climat ?

Il y a aussi un **risque perçu** en ce qui concerne **les coûts et le rendement**, surtout lorsque des fonds publics sont en jeu. Les politiciens sont prudents : ils veulent dépenser judicieusement *et être vus en train de faire les choses correctement*.

Nous parlons souvent de **l'implication des parties prenantes** – et bien qu'il y ait de **la motivation et de la volonté**, il est rarement clair *comment* le faire de manière significative. Au-delà des audiences publiques, qui engageons-nous vraiment ? Et sont-ils représentatifs ?

Sur le **plan opérationnel**, nous sommes confrontés à plusieurs défis persistants :

- Manque d'espace,
- Manque de financement (encore),
- Et bien sûr, les **conflits inter-organisationnels** – la question récurrente des **silos**.

Ces difficultés sont étroitement liées au **manque de surveillance et de documentation** de ce qui est fait et de ses effets.

Un autre obstacle important est la **résistance au changement**. Sur le terrain, les gens ont tendance à s'en tenir à ce qu'ils connaissent, c'est-à-dire à la façon dont les choses ont toujours été faites. Changer les routines et les habitudes prend du temps. Dans le monde des affaires, ce processus est connu sous le nom de **gestion du changement**, et beaucoup d'entre vous le connaissent. C'est lent. Cela exige de la persévérance et du soutien.

Cette résistance est souvent enracinée dans ce qui a été décrit dans la littérature académique comme une **culture de l'ingénierie**. Et je le dis avec respect – ce n'est pas une critique des ingénieurs – mais plutôt une description d'un état d'esprit :

Si nous savons ce qui entre et que nous pouvons mesurer ce qui en sort, nous nous sentons en contrôle. Ce sentiment de prévisibilité crée un sentiment de sécurité.

Mais cet état d'esprit peut **limiter l'innovation**, surtout lorsque nous visons un **changement transformationnel**.

C'est donc quelque chose que nous devons reconnaître et avec lequel nous devons travailler avec soin lorsque nous promouvons de nouvelles approches.

oOo

Helle Juul - Discussion

Ouvrons la parole pour toutes les questions à *Thomas*.

Participant :

Vous avez parlé d'**équité**, qui est pertinente dans toutes les dimensions de la santé urbaine. Mais vous avez aussi parlé de **densification**. Pourrait-on penser à la **densification des espaces verts**, plutôt qu'à l'environnement bâti ?

En d'autres termes, pourrait-on **augmenter et mieux répartir** les espaces verts dans les villes pour **réduire les inégalités** ? Utiliser la « densification » comme moyen de **décrire l'investissement dans la verdure** plutôt que dans la construction – cela pourrait-il aider à recadrer la conversation ?

Thomas Randrup :

C'est une question très pertinente. Ce que vous suggérez se produit déjà dans certaines villes. De nombreux gouvernements locaux préfèrent désormais **la densification vers l'intérieur** plutôt que de s'étendre vers la périphérie – avec l'argument de la préservation des terres agricoles ou des zones naturelles précieuses.

Cependant, cette approche menace souvent les **espaces verts urbains existants**, en particulier dans les zones centrales. Il s'agit d'un véritable dilemme, car la tendance vers des **espaces plus petits, plus fragmentés et moins verts** est problématique, tant pour la **biodiversité** que pour le **bien-être humain**.

Participant :

Pensez-vous que cette hésitation politique soit propre à certains pays ? Y a-t-il des endroits où le niveau politique est plus proactif et ouvert à la pensée transformatrice ?

Thomas Randrup :

Bien que l'on dise souvent que les **pays nordiques** sont spéciaux, avec leur propre culture de planification, je ne vois pas de différences majeures à l'échelle mondiale en ce qui concerne **la gouvernance locale** et la **difficulté de prendre des décisions audacieuses**.

Par exemple, nous avons récemment travaillé dans un quartier de **Buenos Aires**, et ils sont confrontés exactement aux **mêmes défis** que nous ici dans la région nordique : fragmentation, prise de décision lente, structures cloisonnées et audace politique limitée.

La dernière diapositive que j'ai montrée était basée sur des **revues internationales**, et non sur le contexte nordique. Ces obstacles à la gouvernance semblent être de **nature mondiale**.

Helle Juul

Merci. S'il n'y a pas d'autres questions, je vais céder la parole à *Karin* pour que nous puissions continuer et, espérons-le, avoir un peu de temps à la fin pour discuter.

Karin Krasig Peschardt



Merci beaucoup, *Helle*, et merci *Thomas* — votre présentation m'a vraiment donné beaucoup à réfléchir. Je traite de beaucoup de ces questions dans la pratique, et vos idées sont très pertinentes.

Comme vous, j'ai aussi une formation en **architecture de paysage** et j'ai fait de la recherche à l'intersection du **paysage et de la santé** – un sujet qui me tient beaucoup à cœur.

Mais quand je suis entré dans le **monde pratique**, j'ai vite compris qu'il n'était pas si simple de mettre en avant un programme uniquement axé sur la santé. Dans une **organisation politique**, nous devons travailler dans un cadre de planification, en utilisant les outils dont nous disposons pour naviguer dans la complexité.

Permettez-moi de vous donner un peu de contexte sur **la municipalité de Holbæk**, en **Zélande, au Danemark**.

Comme Helle l'a mentionné, Holbæk couvre une **vaste zone géographique** et comprend deux villes principales : l'une avec environ **20 000 habitants**, et Holbæk elle-même avec **30 000 habitants**. Ce ne sont pas de grandes villes, mais nous connaissons actuellement une croissance démographique importante, en particulier en raison des personnes qui s'éloignent de **Copenhague**, où le logement est devenu inabordable.

Cette croissance a en fait changé la dynamique. Jusqu'à récemment, nous étions simplement reconnaissants lorsque des promoteurs s'intéressaient à la construction ici. Mais maintenant, avec l'augmentation de la demande, nous avons **un effet de levier**. Nous pouvons commencer à fixer des **conditions**, y compris des exigences en matière **d'infrastructures vertes**, de biodiversité et de qualité des espaces publics.

Les choses sont donc en train de changer.

Cela dit, comme toutes les autres municipalités du Danemark, nous sommes confrontés à **des défis urgents en matière de planification**, notamment en ce qui concerne le **climat** et, plus que jamais, **la biodiversité**. La santé est également une préoccupation croissante.

Il y a une **volonté politique nationale claire** d'avancer vers un avenir plus durable. Mais notre expérience montre que nous devons également nous engager profondément avec **les politiciens locaux**. L'orientation qu'ils fixent dans le cadre de la planification locale est ce qui façonne notre **travail quotidien**.

Cela dépend vraiment de la façon dont **les politiciens locaux** abordent ces questions. Ils sont généralement conscients des défis, mais ils jouent également un rôle majeur dans **la définition de la direction** que nous suivons dans notre travail quotidien. Comme *Thomas* l'a mentionné plus tôt, nous souhaitons parfois une **priorisation politique plus précise**, car il n'est pas toujours facile pour eux de rester cohérents avec les visions qu'ils se sont fixées.

Cela dit, nous **utilisons le cadre de planification**, et nous produisons des **stratégies et des politiques** qui expriment la vision de ce que nous voulons réaliser dans notre planification physique. Ces documents stratégiques sont des outils importants pour plusieurs raisons :

- Ils permettent aux politiciens de faire preuve d'**ambition et d'engagement** envers le public.
- Ils fournissent une structure pour l'**implication des parties prenantes**, à travers des réunions et des ateliers. Nous nous efforçons de recueillir les commentaires des résidents locaux afin de favoriser l'appropriation du résultat final.
- Ils aident également à répondre aux **exigences nationales en matière de planification** au niveau local.

Cependant, comme *Thomas* et moi l'avons observé, ces stratégies peuvent parfois devenir **un exercice de production de mots gentils** – des visions larges et bien intentionnées qui manquent de traction pratique.

Lorsqu'un nouveau **mandat électoral** commence — comme il le fera en novembre prochain au Danemark —, l'une des premières choses que nous faisons est d'élaborer une **stratégie de planification**. Ce qui a particulièrement bien fonctionné à **Holbæk** la dernière fois, c'est que nous **avons rassemblé tous les travaux politiques et stratégiques existants** des années précédentes et les avons synthétisés en un **seul plan stratégique** pour l'aménagement du territoire.

Pourquoi? Parce qu'avec dix documents différents avec des priorités dispersées, il est très difficile pour l'administration de suivre les orientations politiques de manière cohérente. En regroupant le tout en une seule stratégie, nous avons pu définir clairement les **quatre grands thèmes** sur lesquels la municipalité souhaitait travailler. Il était ainsi beaucoup plus facile pour les politiciens – et pour nous – de concentrer leurs efforts.

Ces quatre thèmes étaient les suivants :

1. **Le développement dans les zones urbaines et rurales** est au cœur des préoccupations de toutes les municipalités.

2. **La nature et la biodiversité** – il s'agissait d'une **nouveauté** dans notre stratégie de planification et reflétait les attentes actualisées du niveau national.
3. **La facilitation de l'accueil d'entreprises** est une constante dans toutes les municipalités danoises.
4. **Climat** : nous avons aligné nos objectifs locaux sur l'**Accord de Paris**, en les intégrant dans le cadre global de planification.

Nous avons également intégré du contenu provenant de diverses stratégies existantes :

- Notre **plan climat**,
- Notre **stratégie biodiversité**,
- Notre **politique d'architecture**,
- Et notre **politique culturelle et de loisirs**.

Dans chaque cas, nous avons extrait les **missions et les objectifs clés**, tels que ceux liés à la santé des environnements, aux espaces verts et à l'adaptation aux changements climatiques, et les avons intégrés à la **stratégie de planification globale**.

Ce processus a eu un avantage inattendu : il a aidé **les politiciens à se rendre compte qu'ils avaient eux-mêmes approuvé toutes ces orientations stratégiques** au fil du temps – et maintenant, pour la première fois, ils pouvaient **les voir unifiées dans un seul document**. Cela a donné à l'œuvre plus de cohérence et de légitimité.

Bien sûr, il s'agissait toujours d'un **niveau visionnaire ou stratégique**, de sorte qu'il restait une certaine flexibilité – ce que nous appelons parfois un « droit à l'erreur » (free round) politiquement.

Cependant, au Danemark, nous disposons également d'un document plus **contraignant sur le plan** formel : le **plan municipal**. Bien qu'il ne soit pas contraignant pour les propriétaires individuels, il s'agit d'un plan que **le conseil municipal est tenu de suivre**.

Cette fois-ci, nous sommes allés plus loin : nous **avons intégré les intentions stratégiques** de la stratégie d'urbanisme directement dans le **plan municipal**, en les transformant en règlements plus **formels**. Ceux-ci peuvent ensuite être traduits par les urbanistes locaux en **plans locaux**, qui *sont* contraignants pour les propriétaires.

Au **niveau suivant du cadre de planification**, la santé reste principalement abordée à un **niveau visionnaire**. En revanche, pour **la biodiversité et le climat**, nous avons commencé à étayer nos stratégies de planification par des **données concrètes**, ce qui nous aide à formuler un langage réglementaire.

C'est un pas en avant. Mais nous restons **fortement dépendants de la volonté politique et du courage**.

Il est encourageant de voir ces sujets apparaître dans le cadre de planification, mais nous avons besoin d'un soutien politique pour **que les intentions se concrétisent jusqu'à la mise en œuvre**. Cela renforce également notre **position dans le dialogue avec les promoteurs** : lorsque nous discutons de plans de développement, nous pouvons faire valoir que les infrastructures vertes doivent être prioritaires, sur la base de preuves et d'objectifs à long terme. C'est, sans aucun doute, l'un de nos **défis les plus pressants** à l'heure actuelle.

Comme *Thomas* l'a également souligné, **les problèmes d'entretien et de gestion** deviennent souvent **des facteurs rédhibitoires** lorsque nous essayons de plaider en faveur de plus d'arbres ou d'espaces verts agrandis dans les nouveaux développements.

Notre approche actuelle consiste à cadrer les choses dans une **perspective multifonctionnelle** → Plus nous pouvons aligner d'objectifs sur une intervention donnée, plus les arguments sont solides et plus le **soutien politique est important**. → Si nous pouvons montrer qu'un espace vert contribue à l'atténuation des **inondations**, à la **biodiversité**, à la **réduction de la chaleur** et à la **santé publique**, nous construisons un argument beaucoup plus convaincant.

Pour ce faire, nous avons déployé des efforts considérables pour recueillir **des données fiables** à l'appui de notre justification de planification dans divers domaines : **l'adaptation au climat, la biodiversité et l'atténuation de la chaleur urbaine**.

L'un des jeux de données que nous utilisons aujourd'hui provient de notre **stratégie biodiversité** et est basé sur la **règle des 3-30-300** :

- **3 arbres** visibles de chaque maison,
- **30 % de couvert végétal** dans chaque quartier,
- Et un **maximum de 300 mètres** jusqu'à l'espace vert le plus proche.

Ce principe s'appuie sur des recherches antérieures, et sa **simplicité lui confère une puissance politique** – les décideurs le comprennent immédiatement. L'ensemble de données cartographie l'ensemble de notre municipalité et identifie les zones qui répondent (vert), partiellement (orange) ou non (rouge) aux critères. Il s'est avéré extrêmement utile dans les conversations avec les développeurs et les politiciens locaux.

Nous utilisons également une carte complète des **risques de chaleur urbaine**, identifiant les zones où les températures deviennent extrêmement élevées. Il n'est pas surprenant que ces zones soient concentrées dans les zones urbaines plus denses. Les **zones blanches sur la carte** indiquent les zones de **chaleur extrême** – et nous utilisons maintenant ces données pour faire valoir que **les espaces verts sont essentiels** dans tout nouveau développement prévu pour ces zones.

Cela a conduit à une idée inattendue : plusieurs **maisons de retraite** et un **lycée** étaient situés dans des zones extrêmement chaudes. Ce type de données probantes nous permet de plaider en faveur **d'interventions ciblées**, comme la plantation d'arbres ou la création d'infrastructures d'ombrage, exactement là où elles sont le plus nécessaires.

Un autre outil précieux est notre **carte des risques d'inondation**, que nous avons dû inclure dans le plus récent plan municipal. Cet ensemble de données montre où la municipalité est vulnérable aux **inondations causées par de fortes pluies ou des débordements d'eaux pluviales**, sur la base d'événements survenus sur 100 ans.

Dans le cadre d'un projet en cours, nous avons découvert qu'une zone de développement désignée présentait un **risque d'inondation très élevé**. Bien que nous n'ayons pas pu le retirer du plan municipal, nous avons dû nous adapter. Après deux ans et demi de négociations et de refonte, nous avons convenu de ne construire que dans le **coin inférieur gauche** et de mettre en œuvre des mesures de **modélisation du terrain** et de **gestion des eaux pluviales** dans le reste de la zone.

Il est intéressant de noter que ce qui a commencé comme un obstacle majeur est devenu un **élément positif** : le nouvel espace vert gère non seulement les eaux pluviales, mais relie également les logements au paysage environnant, créant ainsi un **chemin public agréable et fonctionnel**. Cette transformation n'a eu lieu que parce que nous avons osé avoir la **conversation difficile avec le promoteur** – et c'est quelque chose que nous devons être prêts à faire plus souvent en tant qu'administrateurs publics.

Pour résumer :

Les **arguments les plus forts** dans les discussions avec les promoteurs surviennent lorsque les espaces verts **résolvent plusieurs problèmes à la fois**.

Au début, j'ai trouvé difficile d'argumenter en faveur **de la santé** comme justification – nous n'avions pas les données. Mais maintenant que nous travaillons sur **la biodiversité, la chaleur urbaine et la gestion des eaux pluviales**, nous constatons également **des effets positifs évidents sur la santé publique**.

Il y a une vraie **synergie** entre ces agendas.

Comme *Thomas* l'a dit à juste titre, **le soutien politique est crucial**. Et oui, il peut être difficile de tenir la ligne sans lui. Mais lorsque nous n'avons pas ce soutien, nous devons être prêts à **tenir bon** en tant que responsables publics, même si c'est difficile. Ces questions ne sont pas facultatives ; elles sont urgentes.

Enfin, il est essentiel d'**impliquer et d'informer les acteurs locaux**. Lorsque nous avons un fort soutien local, il devient **plus facile d'obtenir un soutien politique**. L'engagement renforce la légitimité de nos stratégies de planification.

Voilà donc un bref aperçu de la façon dont nous essayons de travailler avec le cadre de planification dans la pratique, dans une municipalité danoise confrontée à des défis du monde réel.

oOo

Merci beaucoup, Karin.

Il s'agit en effet d'un sujet très complexe — il touche à tant de dimensions différentes. Un point clé qui peut aider dans les discussions avec les promoteurs est de montrer comment **les espaces verts et la biodiversité** peuvent également **augmenter la valeur des propriétés**. Cela peut être un argument économique convaincant.

Mais au-delà de cela, notre objectif devrait également être de **recadrer la conversation** – de faire de l'infrastructure verte et de la biodiversité une **attente naturelle et un besoin fondamental** pour les résidents. Lorsque les gens commencent à exiger ces caractéristiques, cela met **la pression sur les politiciens**, surtout en période électorale. Il fait partie du processus démocratique — les deux faces d'une même médaille.

Cela dit, c'est toujours un défi, surtout en termes de « **qui paie ?** », en particulier dans le climat économique actuel où une grande partie de notre budget national est réorientée, par exemple, vers la Défense.

Permettez-moi maintenant de donner la parole. Y a-t-il d'autres questions pour *Karin* ou *Thomas* ?

Participant :

Merci encore pour la présentation. J'ai été particulièrement impressionné par l'**approche holistique**. J'ai une question sur **la participation des parties prenantes** et **l'obtention de l'appui du public** : avez-vous eu une expérience de l'utilisation **des plateformes numériques**, des **médias sociaux** ou même **des influenceurs locaux** pour engager les citoyens et exercer une **pression douce sur les dirigeants politiques** ? Avez-vous exploré d'autres moyens de favoriser la participation ?

Karin Krasig Peschardt :

Oui, les **politiciens sont très conscients** de la nécessité d'impliquer la communauté locale dans l'élaboration des stratégies. Nous organisons beaucoup d'**ateliers et de réunions publiques** au début du processus pour obtenir des commentaires.

Nous travaillons également sur le long terme. Notre municipalité est divisée en **18 secteurs plus petits**, chacun attribué à un agent de **liaison spécifique** — un de mes collègues — que les résidents peuvent appeler en tout temps, qu'il s'agisse d'aménagement du territoire, d'écoles ou d'autres questions locales. C'est une façon de construire une **relation plus étroite** entre l'administration et le public.

Bien sûr, cela ne signifie pas que nous ne sommes pas confrontés à des défis, mais que nous en faisons.

Au cours des cinq ou six dernières années, nous avons également développé une **plateforme numérique** où les citoyens peuvent partager des idées et voir quels projets sont actuellement actifs. C'est un travail en cours — nous n'avons pas la prétention d'avoir un modèle parfait —, mais c'est important, et nous continuons à le développer parce que l'implication citoyenne **est une priorité politique**.

Helle Juul :

Vous êtes tous les deux chercheurs, mais vous venez d'**extrémités différentes du processus** — l'une plus théorique, l'autre plus appliquée. Un défi majeur reste : *comment mettre la recherche en pratique* ? Comment accélérer le **transfert des connaissances** des institutions universitaires vers la **mise en œuvre dans le monde réel** ?

Thomas Randrup :

Premièrement, une grande partie de ce que nous faisons aujourd'hui est de **la recherche appliquée**, c'est-à-dire que nous travaillons directement avec **les praticiens**, y compris les municipalités, les consultants et les citoyens. Pour les grands projets financés par l'UE, il est désormais **attendu** que nous impliquions un large éventail de parties prenantes. Ce changement est impulsé par **des Conseils de Recherche**, qui privilégient désormais le **travail collaboratif et axé sur la pratique**.

Il y a cinq ans, la recherche était plus traditionnelle et axée sur la production universitaire. Aujourd'hui, le modèle est en train de changer. On nous demande de plus en plus de **décrire les impacts attendus**, y compris la façon dont nos résultats pourraient soutenir les pratiques du monde réel. Ce changement est très présent dans l'**aménagement des espaces verts, l'architecture de paysage et la recherche en design urbain** – des domaines qui ont déjà une forte tradition d'engagement avec la pratique.

Cela dit, nous ne sommes pas parfaits – il y a toujours un **fossé** entre la volonté de publier à des fins académiques et la nécessité de générer un **impact pratique**. Mais nous allons dans la bonne direction.

Helle Juul :

Et lorsqu'il s'agit de convaincre les politiciens – bien sûr, avoir des données peut aider – mais cela fait-il une réelle différence lorsque vous pouvez citer des recherches universitaires ou des preuves ?

Karin Krasig Peschardt :

Oui, c'est le cas. Mais notre temps avec les politiciens est souvent **très limité**. Lorsque nous en avons l'occasion — peut-être 30 à 40 minutes —, nous essayons d'y **intégrer autant d'informations exploitables que possible**. L'objectif est de leur donner quelque chose qu'ils peuvent utiliser dans la **prise de décision à long terme**, en particulier en ce qui concerne la **planification physique**.

Nous travaillons également en étroite collaboration avec **les Universités** et participons à des **projets financés par l'UE**. Nous avons constaté une augmentation des possibilités de se joindre à **des collaborations multimunicipales plus importantes**.

Le défi, cependant, est la **capacité**. La participation à ces projets exige **beaucoup de temps et de ressources**. Parfois, lorsque nous refusons d'y participer, c'est simplement parce que **nous n'avons pas le personnel nécessaire** pour le faire correctement.

oOo

Helle Juul - Conclusion

Je suis vraiment ravi de vos contributions à tous les deux – nous avons obtenu des idées à partir de **deux perspectives complémentaires**, toutes deux mettant en évidence des dilemmes similaires de la recherche et de la pratique.

Permettez-moi de remercier **tous ceux qui étaient présents**, et un **merci spécial à Thomas et Karin**. Ce fut un vrai plaisir. Et si nous organisons quoi que ce soit avant l'été, vous serez les premiers à le savoir.

Pour l'avenir : nous préparons actuellement notre **Congrès du 12 septembre**, qui reviendra sur de nombreux thèmes. Il est programmé juste avant les **élections locales au Danemark**, et nous espérons qu'il aidera à mettre ces questions à l'ordre du jour politique.

Merci !